

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.548/4
DU 16 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, le 20 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation préalable

L'arrêté en projet vise à donner exécution à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, en tenant compte des modifications qui y sont apportées par l'article 167 du projet de loi "portant des dispositions diverses". Ce projet de loi, qui a été adopté par la Chambre et examiné en commission au Sénat, doit encore faire l'objet d'un examen en séance plénière du Sénat ⁽¹⁾. Les observations qui suivent sont émises en tenant compte de la version de l'article 167 adoptée par la Commission des Finances et des Affaires économiques en date du 28 mars 2007 ⁽²⁾ et sous réserve, d'une part, que cet article ne soit pas modifié et, d'autre part, que la loi soit adoptée, sanctionnée, puis promulguée.

Formalités préalables

1. L'accord du Ministre du Budget n'était pas joint au dossier transmis au Conseil d'État. Si cette formalité n'a pas été accomplie, il conviendra d'y remédier.

2. L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications est requis par l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005.

⁽¹⁾ Il est inscrit à l'ordre du jour de la séance plénière du 12 avril 2007.

⁽²⁾ Comme le texte n'a pas été amendé en commission, il convient de se référer au texte adopté par la Chambre et transmis au Sénat (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n/ 2873/27, pp. 76-78).

Un avis a été donné par l'Institut en date du 6 mars 2007. Il apparaît à la lecture du projet d'arrêté que celui-ci a été modifié après cet avis ⁽³⁾, sans que les modifications apportées ne visent à tenir compte de l'avis rendu.

Il est rappelé, à cet égard, que, lorsqu'une autorité demande l'avis d'un organe dont la consultation est légalement prescrite à titre de formalité substantielle, elle ne peut s'écarter sur des points importants du texte soumis à l'organe consulté que, soit pour tenir compte des suggestions ou objections formulées par celui-ci, soit après avoir soumis la modification envisagée à cet organe.

En l'espèce, il conviendra dès lors de soumettre à nouveau le projet d'arrêté tel que modifié à l'avis de l'Institut.

Fondement juridique

Observations générales

1. L'article 4, alinéa 1^{er}, 1/, se réfère aux "entreprises et personnes morales qui ont rempli les exigences légales pour offrir ou revendre des services ou réseaux de communications électroniques". Il ressort du rapport au Roi que l'auteur du projet entend ainsi viser les opérateurs de services ou réseaux de communications électroniques, c'est-à-dire, selon la définition de l'article 2, 11/, de la loi du 13 juin 2005, les personnes qui ont introduit une notification conformément à l'article 9 de cette loi.

Dans ces circonstances, la section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'auteur du projet ne se réfère pas simplement "aux opérateurs de services ou réseaux de communications" plutôt que d'utiliser l'expression "entreprises et personnes morales", qui peut laisser penser qu'une distinction doit être établie entre les entreprises - notion qui n'est du reste pas définie - et les personnes morales.

⁽³⁾ Voir l'article 63, § 2, qui indique, en texte surligné, la version du texte proposée par l'IBPT.

Cette volonté de distinguer "entreprises" et "personnes morales" pourrait également être déduite de la rédaction de certaines dispositions qui se réfèrent uniquement à la notion d'entreprises. Tel est notamment le cas de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui permet aux "entreprises" qui ont reçu des droits d'utilisation pour les numéros nationaux de mettre ces numéros à disposition d'autres "entreprises". Tel qu'elle est rédigée, cette disposition ne prévoit en effet le mécanisme de mise à disposition de numéros que pour les entreprises. Toutefois, dans le rapport au Roi, les notions d'entreprise et d'opérateur sont utilisées indistinctement de sorte qu'il n'est pas certain que l'auteur du projet ait souhaité restreindre le champ d'application de cette disposition.

L'arrêté en projet sera revu à la lumière de cette observation.

2. Les articles 33 et 82 de l'arrêté en projet ont trait aux conditions de retrait des droits d'utilisation de numéros.

Au-delà du fait que ces dispositions auraient pu, dans un souci de lisibilité, être rassemblées dans un même chapitre, il convient d'observer que les conditions qu'elles fixent sont rédigées de manière telle qu'il est difficile de prévoir, à leur lecture, les cas dans lesquels l'Institut pourrait décider de retirer certains droits d'utilisation.

Ainsi, l'article 33, alinéa 1^{er}, prévoit que le retrait d'une capacité de numérotation réservée ou attribuée peut être décidé lorsqu'il n'est plus satisfait "aux dispositions des Chapitres II et III ou aux conditions d'obtention et d'exer[c]ice des droits d'utilisation pour les numéros déterminé[e]s dans le présent arrêté". Les chapitres II et III de l'arrêté ayant trait aux conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation, la section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'alinéa 1^{er} ne se contente pas de renvoyer aux dispositions de ces chapitres. Si cette référence aux conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation a pour objet de renvoyer à d'autres conditions que celles qui sont prévues aux chapitres II et III, il conviendrait de les mentionner avec plus de précision.

L'article 33, alinéa 2, prévoit en outre que le retrait d'une capacité de numérotation attribuée peut également être décidé lorsque cette capacité n'est pas utilisée ou ne l'est pas efficacement.

.../...

Selon l'article 82, § 1^{er}, le retrait d'une capacité de numérotation est possible "lorsqu'il ressort d'un contrôle que les dispositions du présent arrêté [...] ne sont pas respectées". Une telle disposition inclut les hypothèses visées par l'article 33, alinéa 1^{er} - dont on n'aperçoit dès lors plus l'utilité - mais a une portée plus large, puisqu'elle vise tous les cas de non-respect d'une disposition de l'arrêté. Elle ne vise toutefois pas l'hypothèse prévue à l'article 33, alinéa 2, où le retrait qui est envisagé n'est pas basé sur le non-respect d'une condition prévue par l'arrêté.

Compte tenu de ces éléments, il convient de revoir fondamentalement ces dispositions afin que les conditions qu'elles fixent puissent permettre aux personnes qui ont obtenu une réservation ou une attribution d'une capacité de numérotation de connaître avec précision les hypothèses dans lesquelles ces droits d'utilisation peuvent être retirés.

3. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet prévoient les tarifs applicables pour les appels vers certaines catégories de numéros. Dans certains cas, l'arrêté en projet détermine le tarif maximum qui peut être imposé à l'utilisateur final ⁽⁴⁾, dans d'autres, il fixe un tarif déterminé ⁽⁵⁾.

La fixation de tarifs constitue une limitation à la liberté de commerce et d'industrie. Une telle limitation n'est admissible que si elle est dûment motivée par des objectifs d'intérêt général dans le respect du principe de proportionnalité.

À ce propos, le délégué du ministre a donné les explications suivantes :

"Het opleggen van tariefmaxima schrijft zich in in het werken met dienstidentiteiten.

Het is inderdaad de bedoeling dat nummers voor de gebruikers een bepaalde signaalfunctie hebben en iets zeggen over de aard van de dienst die ze wensen te bereiken.

Eén van de belangrijkste karakteristieken van een dienst is zijn kostprijs. Via het type nummer (lees : dienstidentiteit) tracht men dan ook onder meer aan

⁽⁴⁾ Tel est le cas des articles 47, 48, 50, §§ 3 et 4, alinéa 10, 63, 64, 70, § 2, et 71, §§ 2, 3, 4 et 5, alinéa 6.

⁽⁵⁾ Tel est le cas des articles 50, §§ 1^{er} et 4, alinéas 4, 5, 6, 7 et 8, et 71, § 5, alinéas 2 et 3.

de oproeper een indicatie te geven van het tarief -of althans grootteorde van tarief- dat verbonden is aan de oproep die hij wil plegen (bv. dienstidentiteit 8(00) voor gratis oproepen; dienstidentiteit 4 voor mobiele oproepen die duurder zijn dan oproepen naar vaste nummers ⁽⁶⁾, enz...).

In het kader van de betaalnummers (artikelen 48, 50 en 71) stelt dit aspect van het leveren van tarieftransparantie via nummers zich in bijzondere mate, nu oproepen naar deze nummers een veelvoud kosten van oproepen naar "gewone" vaste nummers (zone 02, enz...) of het versturen van SMS'en naar "gewone" mobiele nummers (04xx-nummers) en dus bijzonder vatbaar zijn voor het onverwacht en substantieel verhogen van de factuur van de consument.

Daarom wordt het in het kader van consumentenbescherming noodzakelijk en opportuun geacht om via de rechtsbasis hierboven beschreven [artikel 11, § 1, tweede alinea, 1/, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie] (1) maxima te stellen aan de tarieven die operatoren kunnen aanrekenen en (2) het leveren van een voorafgaande gratis tariefboodschap te koppelen als een vereiste aan het leveren van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken met nummers die getarifeerd worden aan een bedrag boven de drempel van 1 euro per oproep of per minuut (art. 50, § 1) of boven de drempel van maximaal gemiddeld 30 of 60 eurocent per minuut (artikel 48)."

Compte tenu de l'objectif poursuivi, il peut être admis que des tarifs maxima soient déterminés pour les appels vers certaines catégories de numéros. Par contre, on n'aperçoit pas la raison qui permet de justifier que des tarifs fixes soient imposés. Une telle mesure, qui constitue une atteinte disproportionnée à la liberté de commerce et d'industrie, ne peut donc être admise.

En conséquence, l'arrêté en projet sera revu afin de supprimer l'imposition de tarifs fixes et, le cas échéant, de remplacer cette imposition par celle de tarifs maxima.

4. Un certain nombre de dispositions confèrent des délégations à l'Institut. Lorsqu'il s'agit de prendre des mesures individuelles, ces délégations paraissent conformes à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005, précitée, eu égard aux missions que cette disposition attribue à l'Institut.

⁽⁶⁾ De dienstidentiteit 4 heeft ook als doel aan te duiden dat de opgeroepene zich mogelijk niet thuis bevindt en er dus meer kans is dat de oproep storend zou zijn.

Il en va différemment lorsqu'il s'agit d'habiliter l'Institut à prendre des mesures de nature réglementaire. Tel est notamment le cas de :

- 1/ l'article 49, alinéa 5, qui charge l'Institut de déterminer les modalités d'encadrement de la migration de certaines séries de numéros vers d'autres séries;
- 2/ l'article 52, alinéa 5, et l'article 53, alinéa 5, selon lesquels l'Institut fixe les principes tarifaires des appels vers les numéros visés dans ces articles;
- 3/ l'article 57, alinéa 2, qui charge l'Institut de déterminer le plan de composition des numéros visés à cet article.

Ces dispositions seront revues afin, soit de supprimer ces habilitations, soit, en ce qui concerne les dispositions visées aux 1/ et 3/, de les conférer au Ministre ⁽⁷⁾.

Observations particulières

Préambule

Pour les raisons exprimées sous l'article 85 du projet, l'article 31 de la loi du 13 juin 2005, ne peut pas constituer de fondement à l'arrêté en projet; sa mention à l'alinéa 1^{er} du préambule sera donc omise.

Dispositif

Article 3

L'article 3 prévoit que les plans de numérotation sont fixés "après autorisation du Ministre conformément à l'article 11, § 3, de la Loi". L'article 11, § 3, de la loi du 13 juin 2005 n'impose pas une telle formalité dans cette hypothèse. En effet, il prévoit uniquement l'autorisation du Ministre dans l'hypothèse où l'Institut fixe des

⁽⁷⁾ Une subdélégation à un ministre d'une habilitation légale au Roi est en effet admissible si elle porte sur des points secondaires ou de détail.

conditions d'obtention et d'exercice de droits d'utilisation de numéros. En ce qui concerne les plans de numérotation, l'article 11, § 1^{er}, de la loi précitée habilite l'Institut à les fixer, selon les modalités fixées par le Roi, sans imposer d'autorisation du Ministre. Il n'appartient dès lors pas au Roi de soumettre la fixation de ces plans à l'autorisation du Ministre.

Les mots "après autorisation du Ministre conformément à l'article 11, § 3, de la Loi" seront donc omis.

La même observation vaut pour les articles 36, alinéa 5, et 38, alinéa 1^{er}.

Article 4

L'alinéa 2 habilite le Ministre à compléter la liste des services pour lesquels une demande de réservation peut être introduite par des personnes autres que celles qui sont visées à l'alinéa 1^{er}, 1/.

Cette habilitation permet au Ministre de modifier l'une des conditions à remplir pour pouvoir introduire une demande visant à l'octroi de droits d'utilisation de numéros. Il s'agit d'un élément essentiel pour lequel une telle habilitation au Ministre ne peut être admise. L'alinéa 2 sera dès lors omis.

Article 5

L'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, dispose comme suit :

"Le titulaire initial de la capacité de numérotation reste, avec la personne mise en possession, responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires en matière de numérotation, à l'exception des obligations visées à l'article 19, 2/, 3/, 5/ et 6/."

Cette disposition oblige solidairement le titulaire initial et la personne mise en possession, sauf en ce qui concerne le respect des obligations visées à l'article 19, alinéa 2, 2/, 3/, 5/ et 6/. Elle n'indique toutefois pas qui est tenu au respect de ces obligations.

.../...

Selon l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3,

"Tant que l'Institut n'accepte pas la notification, le titulaire de la capacité de numérotation reste également responsable du respect des obligations légales et réglementaires, qui en application de l'alinéa précédent, sont transférées à la personne mise en possession."

On peut déduire de cette disposition que la personne mise en possession serait tenue au respect des obligations prévues à l'article 19, alinéa 2, 2/, 3/, 5/ et 6/. En outre, en indiquant que le titulaire initial "reste également responsable", cette disposition semble indiquer qu'à l'alinéa précédent, le titulaire initial est seul tenu au respect des obligations légales et réglementaires en matière de numérotation (à l'exception des obligations visées à l'article 19, 2/, 3/, 5/ et 6/, dont le respect incombe à la personne mise en possession).

Cette répartition des responsabilités entre titulaire initial et personne mise en possession figure d'ailleurs dans le rapport au Roi :

"Au niveau des obligations spécifiques à la numérotation, le titulaire initial de la capacité de numérotation reste responsable du respect des obligations du présent arrêté qui ne sont pas spécifiquement liées à la relation entre l'utilisateur final et l'opérateur (ce qui implique par exemple le paiement des droits annuels fixés dans le présent arrêté). Les obligations à propos desquelles la personne mise en possession peut être interpellée concernent le contrôle de l'attribution des numéros aux utilisateurs finals, le respect des obligations en matière de portabilité des numéro[s] vis-à-vis de l'abonné, la garantie de l'authenticité de l'identification de la ligne appelante et l'attribution des numéros à l'utilisateur final conformément aux principes du plan de numérotation."

Compte tenu de ces éléments, il y aurait lieu de revoir l'article 5, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, afin qu'apparaissent de manière claire les obligations des uns et des autres.

Article 6

1. Interrogé sur la question de savoir si l'article 6 s'appliquait à toutes les personnes visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, le délégué du ministre a apporté les précisions suivantes :

"Voor de diensten die thans beschreven staan in artikel 4, eerste lid, 2/, wordt geen reserveerbaarheid van blokken van nummers voorzien. Het is niet de bedoeling dat de nummers die individueel toegekend worden aan de personen

.../...

bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2/, verder secundair toegewezen worden aan eindgebruikers. Het is met andere woorden de bedoeling dat artikel 6 enkel toepassing vindt op de personen bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1/."

L'article 6 sera modifié afin de viser uniquement l'article 4, alinéa 1^{er}, 1/.

2. L'expression "d'autres droits d'utilisation" ne permet pas de comprendre la portée de l'article 6 et le rapport au Roi est muet sur ce point.

Article 10

À l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 5/, l'exigence que le demandeur démontre qu'il remplit "les dispositions" de l'arrêté en projet est beaucoup trop floue. Il y a lieu soit de préciser "les dispositions" pour lesquelles une telle "démonstration" est requise, soit d'omettre cette exigence.

Article 13

La section de législation n'aperçoit pas la portée de la dérogation prévue à l'article 13, alinéa 4, du projet. Le rapport au Roi doit être complété sur ce point.

Article 16

L'obligation de motivation formelle du refus de réservation par l'Institut étant déjà imposée par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, elle n'a pas à l'être à l'article 16. La première phrase doit être omise.

Article 33

Outre l'observation générale 2, on relèvera qu'à l'alinéa 2, le Ministre est chargé de fixer les modalités selon lesquelles l'Institut peut retirer la capacité de

.../...

numérotation attribuée lorsque celle-ci n'est pas utilisée ou ne l'est pas efficacement. Etant donné que l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 confie au Roi le pouvoir de fixer les modalités du retrait des droits d'utilisation, il ne Lui appartient pas de confier cette mission au Ministre.

Article 35

L'article 11, § 1^{er}, de la loi n'habilite pas le Roi à établir des règles dérogatoires à celles qui figurent dans le Code civil en matière de responsabilité. Cette disposition sera donc omise.

La même observation vaut pour l'article 39.

Article 63

1. L'article 63, § 1^{er}, conditionne l'attribution des numéros visés par cette disposition à l'obtention de l'autorisation du Ministre. Selon l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005, l'Institut est chargé de l'octroi des droits d'utilisation, selon les modalités fixées par le Roi. Il n'appartient dès lors pas au Roi de soumettre cet octroi à l'autorisation préalable du Ministre.

La même observation vaut pour l'article 72.

2. L'article 63, § 2, indique d'une part, la date limite d'utilisation de certains numéros, à savoir le 31 décembre 2009, et d'autre part, celle à laquelle ces numéros devront, au plus tard, être mis hors service, soit le 7 avril 2012, soit le 1^{er} janvier 2013. La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle une telle marge est prévue entre la fin de l'utilisation et le début de la mise hors service, et ce, d'autant plus que dans la version du texte proposée par l'Institut également mentionnée dans cette disposition, les dates proposées se suivent, ce qui paraît beaucoup plus logique.

L'article 63, § 2, sera réexaminé en conséquence.

.../...

Article 64

L'article 64, alinéa 3, prévoit que l'obtention des droits d'utilisation des numéros visés par cette disposition n'est pas soumise à la procédure de réservation. Il conviendrait de préciser dans le rapport au Roi les raisons qui permettent de justifier ce régime particulier.

La même observation vaut pour l'article 70, § 2, alinéa 3.

Article 83

En tant que cet article rappelle que l'article 20 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges peut trouver à s'appliquer en l'espèce, il doit être omis. En effet, il n'appartient pas au Roi de déterminer si une disposition légale s'applique ou non. Une telle précision peut cependant figurer dans le rapport au Roi.

Article 84

1. Au paragraphe 4, alinéa 2, en prévoyant que les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée donnent lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à un intérêt correspondant au taux légal augmenté de 2 %, le Roi excède ses pouvoirs : il ne lui appartient pas, en effet, de déroger ainsi au droit commun. Cette disposition sera omise.

2. Au paragraphe 6, la section de législation n'aperçoit pas les motifs susceptibles de justifier, au regard du principe de proportionnalité, que le retrait de la capacité de numérotation réservée ou attribuée ne puisse donner lieu à un remboursement, total ou partiel, selon les cas, des redevances annuelles payées pour la période qui suit la décision de retrait.

Article 85

L'article 85 prévoit la publication par l'Institut d'une base de données de numéros qui contient des informations sur la capacité de numérotation réservée, attribuée et retirée. Selon le rapport au Roi, il s'agit de l'exécution de l'article 31 de la loi du 13 juin 2005. Or, cette disposition impose déjà à l'Institut la publication d'un certain nombre d'informations et leur mise à jour. Par ailleurs, elle n'habilite pas le Roi à prévoir les modalités de cette publication. Dépourvu de fondement légal, l'article 85 sera donc omis.

Article 86

La section de législation n'aperçoit pas la disposition légale qui permet au Roi d'imposer à Belgacom de mettre à disposition des autres opérateurs des cartes de frontières zonales. La deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 seront donc omis.

Articles 89 et 90

La section de législation se demande si l'abrogation, prévue le premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté au Moniteur belge, des textes visés à l'article 89 combiné avec l'entrée en vigueur postposée de certaines dispositions en projet, prévues par l'article 90, n'est pas de nature à créer un vide juridique.

Observation finale

L'arrêté en projet pourrait être amélioré tant sur le plan de la correction de la langue que sur celui de la légistique formelle.

Pour ne prendre que quelques exemples :

- 1/ à l'article 5, § 2, alinéa 5, il y a lieu de viser les alinéas 5 à 7 et non les alinéas 4 à 6;
- 2/ dans la version française de l'article 5, § 3, il y a lieu de viser l'article 4, alinéa 1^{er}, 2/, et non l'article 4, alinéa 2;
- 3/ dans la version française de l'article 24, il y a lieu d'ajouter les mots "des blocs" entre les mots "portabilité" et "des numéros";
- 4/ à l'article 32, alinéa 4, il y a lieu d'écrire dans le texte français, à l'instar de la version néerlandaise, "si l'Institut ne constate pas cet accord";
- 5/ à l'article 36, alinéa 1^{er}, il convient de viser l'alinéa 4 et non l'alinéa 3;
- 6/ dans la version française de l'article 70, § 2, il y a lieu de viser l'article 4, alinéa 1^{er}, 1/;
- 7/ dans la version française de l'article 75, § 3, le mot "ou" doit être remplacé par "et";
- 8/ il y a lieu d'écrire, en français et en néerlandais "jours" pour identifier les jours civils au lieu des "jours calendrier";
- 9/ en français, "euro" s'accorde en nombre et prend la marque du pluriel "euros".

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.548/4
VAN 16 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 maart 2007 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Het ontworpen besluit strekt tot de tenuitvoerlegging van artikel 11, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, rekening houdend met de wijzigingen die daarin worden aangebracht bij artikel 167 van het ontwerp van wet "houdende diverse bepalingen". Dat wetsontwerp, dat aangenomen is in de Kamer en onderzocht is door de Senaatscommissie, moet nog door de voltallige vergadering van de Senaat worden onderzocht ⁽¹⁾. In de hiernavolgende opmerkingen is rekening gehouden met de versie van artikel 167 die op 28 maart 2007 aangenomen is in de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden ⁽²⁾. Ze worden gemaakt onder voorbehoud enerzijds dat dat artikel niet gewijzigd wordt, en anderzijds dat de wet aangenomen, bekrachtigd en vervolgens afgekondigd wordt.

Voorafgaande vormvereisten

1. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting was niet gevoegd bij het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden. Indien dit vormvoorschrift niet vervuld is, moet dat verholpen worden.

⁽¹⁾ Dat onderzoek staat op de agenda van de voltallige vergadering van 12 april 2007.

⁽²⁾ Aangezien de tekst niet gewijzigd is in de commissie, dient verwezen te worden naar de tekst aangenomen door de Kamer en overgezonden aan de Senaat (Gedr. St., Kamer, 2006-2007, nr. 2873/27, blz. 76-78).

2. Luidens artikel 11, § 1, van de wet van 13 juni 2005 is het advies van het Belgische Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie vereist.

Het Instituut heeft op 6 maart 2007 een advies gegeven. Bij het lezen van het ontwerpbesluit blijkt dat dit na dat advies gewijzigd is ⁽³⁾, en dat de wijzigingen die zijn aangebracht niet bedoeld zijn om rekening te houden met het gegeven advies.

Wat dat betreft wordt erop gewezen dat een overheid die het advies inwint van een orgaan waarvan de raadpleging een wettelijk voorgeschreven substantieel vormvereiste is, alleen op belangrijke punten van de tekst die aan het geraadpleegde orgaan is voorgelegd mag afwijken, hetzij om rekening te houden met de suggesties of bezwaren van dat orgaan, hetzij na de geplande wijziging aan dat orgaan te hebben voorgelegd.

In casu behoort het ontwerpbesluit, zoals het gewijzigd is, bijgevolg opnieuw voor advies aan het Instituut te worden voorgelegd.

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. In artikel 4, eerste lid, 1/, wordt verwezen naar "ondernemingen en de natuurlijke personen ⁽⁴⁾ die voldaan hebben aan de wettelijke vereisten om elektronische-communicatiediensten of -netwerken aan te bieden of door te verkopen". Uit het verslag aan de Koning blijkt dat de steller van het ontwerp daarmee de operatoren van elektronische-communicatiediensten of -netwerken bedoelt, dat wil zeggen, volgens de definitie van artikel 2, 11/, van de wet van 13 juni 2005, de personen die overeenkomstig artikel 9 van die wet een kennisgeving hebben ingediend.

⁽³⁾ Zie artikel 63, § 2, waarin de versie van de tekst die voorgesteld is door het BIPT als gemarkeerde tekst wordt weergegeven.

⁽⁴⁾ Lees : "de ondernemingen en de rechtspersonen". Deze opmerking geldt ook voor artikel 4, eerste lid, 2/.

In die omstandigheden is het de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom de steller van het ontwerp niet gewoon verwijst naar "operatoren van communicatiediensten of -netwerken" in plaats van gebruik te maken van de termen "ondernemingen en rechtspersonen", die de indruk kunnen wekken dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen ondernemingen - een begrip dat overigens niet gedefinieerd wordt - en rechtspersonen.

Dat het de bedoeling is een onderscheid te maken tussen "ondernemingen" en "rechtspersonen" zou ook afgeleid kunnen worden uit de redactie van een aantal bepalingen waarin alleen sprake is van ondernemingen. Dat is onder meer het geval met artikel 5, § 1, eerste lid, dat "ondernemingen" die gebruiksrechten voor nationale nummers verkregen hebben de mogelijkheid biedt deze nummers ter beschikking te stellen van andere "ondernemingen". Zoals de bepaling is gesteld, voorziet ze immers alleen voor ondernemingen in een mogelijkheid om nummers ter beschikking te stellen. In het verslag aan de Koning worden de begrippen onderneming en operator evenwel door elkaar gebruikt, zodat het niet vaststaat dat het de bedoeling was van de steller van het ontwerp de werkingssfeer van deze bepaling te beperken.

Het ontworpen besluit moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

2. De artikelen 33 en 82 van het ontworpen besluit hebben betrekking op de voorwaarden voor de intrekking van de rechten om nummers te gebruiken.

Naast het feit dat die bepalingen, ter wille van de leesbaarheid, in eenzelfde hoofdstuk ondergebracht hadden kunnen worden, moet opgemerkt worden dat de voorwaarden die ze vaststellen zo geredigeerd zijn dat op basis daarvan moeilijk te voorzien valt in welke gevallen het Instituut zou kunnen beslissen bepaalde gebruiksrechten in te trekken.

Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 33, eerste lid, dat beslist kan worden tot de intrekking van een gereserveerde of toegewezen nummercapaciteit indien niet langer voldaan wordt "aan de bepalingen van de Hoofdstukken II en III of aan de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van gebruiksrechten voor nummers vastgesteld in dit

.../...

besluit". Aangezien de hoofdstukken II en III van het besluit betrekking hebben op de voorwaarden voor het verkrijgen en het uitoefenen van de gebruiksrechten, is het de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom niet gewoon in het eerste lid verwezen wordt naar de bepalingen van die hoofdstukken. Indien die verwijzing naar de voorwaarden voor het verkrijgen en het uitoefenen van de gebruiksrechten tot doel heeft te verwijzen naar andere voorwaarden dan die gesteld in de hoofdstukken II en III, moeten die andere voorwaarden nauwkeuriger worden aangeduid.

Artikel 33, tweede lid, bepaalt bovendien dat ook beslist kan worden tot het intrekken van een toegewezen nummericapaciteit indien die capaciteit niet of niet efficiënt gebruikt wordt.

Luidens artikel 82, § 1, kan een bepaalde nummericapaciteit ingetrokken worden "wanneer uit een controle blijkt dat de bepalingen van dit besluit (...) niet worden nageleefd". In zulk een bepaling zitten de gevallen vervat genoemd in artikel 33, eerste lid - waarvan het nut bijgevolg niet meer duidelijk is - maar ze heeft een ruimere strekking, aangezien ze slaat op alle gevallen waarin een bepaling van het besluit niet in acht genomen wordt. Ze heeft evenwel geen betrekking op het geval genoemd in artikel 33, tweede lid, waarin de beoogde intrekking niet het gevolg is van de niet-naleving van een voorwaarde gesteld in het besluit.

Gelet op het bovenstaande, moeten die bepalingen grondig worden herzien, zodat de personen die een reservatie of een toewijzing van een nummericapaciteit verkregen hebben, op basis van de voorwaarden die in die bepalingen worden vastgesteld, nauwkeurig kunnen uitmaken in welke gevallen die gebruiksrechten kunnen worden ingetrokken.

3. Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit stellen de tarieven vast die van toepassing zijn voor oproepen naar bepaalde categorieën van nummers. In sommige gevallen bepaalt het ontworpen besluit het maximumtarief dat aan de eindgebruiker kan worden aangerekend ⁽⁵⁾, in andere gevallen stelt het een welbepaald tarief vast ⁽⁶⁾.

Het vaststellen van tarieven vormt een beperking van de vrijheid van handel en nijverheid. Zulk een beperking is slechts geoorloofd wanneer ze behoorlijk gemotiveerd is met doelstellingen van algemeen belang en het evenredigheidsbeginsel nageleefd wordt.

Wat dat betreft heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven :

"Het opleggen van tariefmaxima schrijft zich in in het werken met dienstidentiteiten.

Het is inderdaad de bedoeling dat nummers voor de gebruikers een bepaalde signaalfunctie hebben en iets zeggen over de aard van de dienst die ze wensen te bereiken.

Eén van de belangrijkste karakteristieken van een dienst is zijn kostprijs. Via het type nummer (lees : dienstidentiteit) tracht men dan ook onder meer aan de oproeper een indicatie te geven van het tarief -of althans grootteorde van tarief- dat verbonden is aan de oproep die hij wil plegen (bv. dienstidentiteit 8(00) voor gratis oproepen; dienstidentiteit 4 voor mobiele oproepen die duurder zijn dan oproepen naar vaste nummers ⁽⁷⁾, enz...).

In het kader van de betaalnummers (artikelen 48, 50 en 71) stelt dit aspect van het leveren van tarieftransparantie via nummers zich in bijzondere mate, nu oproepen naar deze nummers een veelvoud kosten van oproepen naar «gewone» vaste nummers (zone 02, enz...) of het versturen van SMS'en naar «gewone» mobiele nummers (04xx-nummers) en dus bijzonder vatbaar zijn voor het onverwacht en substantieel verhogen van de factuur van de consument.

⁽⁵⁾ Dat is het geval met de artikelen 47, 48, 50, §§ 3 en 4, tiende lid, 63, 64, 70, § 2, en 71, §§ 2, 3, 4 en 5, zesde lid.

⁽⁶⁾ Dat is het geval met de artikelen 50, §§ 1 en 4, vierde, vijfde, zesde, zevende en achtste lid, en 71, § 5, tweede en derde lid.

⁽⁷⁾ De dienstidentiteit 4 heeft ook als doel aan te duiden dat de opgeroepene zich mogelijk niet thuis bevindt en er dus meer kans is dat de oproep storend zou zijn.

Daarom wordt het in het kader van consumentenbescherming noodzakelijk en opportuun geacht om via de rechtsbasis hierboven beschreven [artikel 11, § 1, tweede alinea, 1/, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie] (1) maxima te stellen aan de tarieven die operatoren kunnen aanrekenen en (2) het leveren van een voorafgaande gratis tariefboodschap te koppelen als een vereiste aan het leveren van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken met nummers die getarifeerd worden aan een bedrag boven de drempel van 1 euro per oproep of per minuut (art. 50, § 1) of boven de drempel van maximaal gemiddeld 30 of 60 eurocent per minuut (artikel 48)."

Gezien het doel dat wordt nagestreefd, kan worden aanvaard dat voor oproepen naar bepaalde categorieën van nummers maximumtarieven worden vastgesteld. Het is daarentegen niet duidelijk welke reden kan wettigen dat vaste tarieven worden opgelegd. Zulk een maatregel, die een onevenredige inbreuk vormt op de vrijheid van handel en nijverheid, kan dus niet worden toegestaan.

Het ontworpen besluit moet dan ook worden herzien, zodat het opleggen van vaste tarieven wordt geschrapt, en, in voorkomend geval, de voorgeschreven vaste tarieven vervangen worden door maximumtarieven.

4. Bij een aantal bepalingen worden aan het Instituut bevoegdheden gedelegeerd. Wanneer het gaat om het nemen van individuele maatregelen lijken die delegaties in overeenstemming te zijn met artikel 11, § 1, van de voornoemde wet van 13 juni 2005, gezien de opdrachten die bij deze bepaling aan het Instituut worden toegewezen.

Dat is niet het geval wanneer het Instituut gemachtigd wordt maatregelen van reglementaire aard te nemen. Dat geschiedt onder meer in :

- 1/ artikel 49, vijfde lid, waarbij het Instituut ermee belast wordt de nadere begeleidingsmaatregelen te bepalen voor de migratie van sommige nummerreeksen naar andere reeksen;
- 2/ artikel 52, vijfde lid, en artikel 53, vijfde lid, luidens welke het Instituut de tariefprincipes vaststelt voor oproepen naar de nummers genoemd in die artikelen;

.../...

- 3/ artikel 57, tweede lid, waarbij het Instituut ermee belast wordt het kiesplan vast te stellen voor de nummers genoemd in dat artikel.

Die bepalingen moeten worden herzien, zodat die machtigingen ofwel worden geschrapt, ofwel, in het geval van de bepalingen genoemd in 1/ en 3/, worden toegewezen aan de Minister ⁽⁸⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Om de redenen genoemd in artikel 85 van het ontwerp kan artikel 31 van de wet van 13 juni 2005 geen rechtsgrond vormen voor het ontworpen besluit; de vermelding ervan in het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen.

Dispositief

Artikel 3

Artikel 3 bepaalt dat de nummerplannen vastgesteld worden "na machtiging van de Minister overeenkomstig artikel 11, § 3 van de Wet". Artikel 11, § 3, van de wet van 13 juni 2005 legt in dat geval niet zulk een vormvoorschrift op. Het schrijft immers alleen de machtiging van de Minister voor in het geval dat het Instituut voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van gebruiksrechten voor nummers vaststelt. Wat de nummerplannen betreft, wordt het Instituut bij artikel 11, § 1, van de voornoemde wet ertoe gemachtigd deze vast te stellen, volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning, zonder dat een machtiging daartoe vanwege de Minister vereist is. De Koning is derhalve niet gerechtigd om te bepalen dat die plannen alleen vastgesteld mogen worden na machtiging van de Minister.

⁽⁸⁾ Een subdelegatie aan de minister van een wettelijke machtiging aan de Koning is immers toegestaan indien ze betrekking heeft op bijkomstige zaken of detailkwesties.

De woorden "na machtiging van de Minister overeenkomstig artikel 11, § 3 van de Wet" moeten bijgevolg vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 36, vijfde lid, en 38, eerste lid.

Artikel 4

In het tweede lid wordt de Minister gemachtigd de lijst van diensten aan te vullen waarvoor een reservatieaanvraag kan worden ingediend door andere personen dan die genoemd in het eerste lid, 1/.

Door die machtiging kan de Minister één van de voorwaarden wijzigen die vervuld moeten worden om een aanvraag te kunnen indienen met het oog op de toekenning van rechten voor het gebruik van nummers. Het gaat om een essentieel aspect; de machtiging van de Minister om dat aspect te regelen is niet geoorloofd. Het tweede lid moet derhalve vervallen.

Artikel 5

Artikel 5, § 1, tweede lid, bepaalt het volgende :

"De oorspronkelijke houder van de nummericapaciteit blijft samen met de inbezitgestelde verantwoordelijk voor de naleving van alle wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake nummering, met uitzondering van de verplichtingen bedoeld in artikel 19, 2/, 3/, 5/ en 6/."

Bij deze bepaling wordt de oorspronkelijke houder en de inbezitgestelde hoofdelijk een verplichting opgelegd, tenzij wat betreft het nakomen van de verplichtingen genoemd in artikel 19, tweede lid, 2/, 3/, 5/ en 6/. Er staat evenwel niet in wie aan die laatstgenoemde verplichtingen moet voldoen.

Artikel 5, § 1, derde lid, bepaalt het volgende :

"Zolang het Instituut de notificatie niet aanvaardt, blijft de houder van de nummervacaciteit eveneens verantwoordelijk voor de naleving van de wettelijke en reglementaire verplichtingen die in toepassing van het vorige lid overgaan op de inbezitgestelde."

Uit deze bepaling kan worden afgeleid dat de inbezitgestelde verplicht zou zijn te voldoen aan de verplichtingen waarin is voorzien in artikel 19, tweede lid, 2/, 3/, 5/ en 6/. Door te stellen dat de oorspronkelijke houder "eveneens verantwoordelijk blijft", lijkt deze bepaling bovendien aan te geven dat de oorspronkelijke houder in het vorige lid alleen verplicht is te voldoen aan de wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake nummering (met uitzondering van de verplichtingen genoemd in artikel 19, 2/, 3/, 5/ en 6/, waaraan de inbezitgestelde moet voldoen).

Die verdeling van verantwoordelijkheden over de oorspronkelijke houder en de inbezitgestelde is overigens terug te vinden in het verslag aan de Koning :

"Qua nummeringspecifieke verplichtingen blijft de oorspronkelijke houder van de nummervacaciteit verantwoordelijk voor de naleving van de verplichtingen van dit besluit die niet specifiek te maken hebben met de relatie tussen de eindgebruiker en de operator (daaronder valt bijvoorbeeld de betaling van de in dit besluit bepaalde jaarlijkse rechten). Verplichtingen waarop de inbezitgestelde kan aangesproken worden betreffen de controle op de toewijzing van de nummers aan de eindgebruikers, het naleven van de verplichtingen inzake nummeroverdraagbaarheid ten aanzien van de abonnee, het garanderen van de authenticiteit van de identificatie van de oproepende lijn en de toewijzing van de nummers aan de eindgebruiker conform de principes van het nummerplan."

Gelet op het bovenstaande, zou artikel 5, § 1, tweede en derde lid, herzien moeten worden, zodat het duidelijk is welke verplichtingen elkeen heeft.

Artikel 6

1. Op de vraag of artikel 6 van toepassing is op alle personen genoemd in artikel 4, eerste lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"Voor de diensten die thans beschreven staan in artikel 4, eerste lid, 2/, wordt geen reserveerbaarheid van blokken van nummers voorzien. Het is niet de bedoeling dat de nummers die individueel toegekend worden aan de personen bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2/, verder secundair toegewezen worden aan eindgebruikers. Het is met andere woorden de bedoeling dat artikel 6 enkel toepassing vindt op de personen bedoel in artikel 4, eerste lid, 1/."

Artikel 6 moet zo gewijzigd worden dat daarin alleen artikel 4, eerste lid, 1/, wordt genoemd.

2. De uitdrukking "verdere gebruiksrechten" laat niet toe de strekking van artikel 6 te begrijpen en in het verslag aan de Koning staat daarover niets.

Artikel 10

In artikel 10, § 1, tweede lid, 5/, is het vereiste dat de aanvrager aantoont dat hij voldoet aan "de bepalingen" van het ontworpen besluit, veel te vaag. Ofwel moet gepreciseerd worden voor welke "bepalingen" zulk een "demonstratie" vereist is, ofwel moet dat vereiste vervallen.

Artikel 13

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de strekking is van de afwijking waarin is voorzien in artikel 13, vierde lid, van het ontwerp. Het verslag aan de Koning moet op dat punt worden aangevuld.

Artikel 16

Aangezien de verplichting voor het Instituut om de weigering van reservatie uitdrukkelijk te motiveren reeds opgelegd wordt bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, hoeft ze niet meer bij artikel 16 te worden opgelegd. De eerste zin moet vervallen.

Artikel 33

Los van algemene opmerking 2, wordt erop gewezen dat de Minister in het tweede lid ermee belast wordt de nadere regels vast te stellen volgens welke het Instituut de toegewezen nummervacaciteit kan intrekken indien ze niet of niet efficiënt gebruikt wordt. Aangezien artikel 11, § 1, van de wet van 13 juni 2005 de Koning de bevoegdheid toevertrouwt om de nadere regels vast te stellen voor het intrekken van de gebruiksrechten, is Hij niet gerechtigd die opdracht aan de Minister toe te vertrouwen.

Artikel 35

Bij artikel 11, § 1, van de wet, wordt de Koning niet gemachtigd regels vast te stellen die afwijken van die van het Burgerlijk Wetboek op het gebied van aansprakelijkheid. Deze bepaling moet dus vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 39.

Artikel 63

1. Artikel 63, § 1, bepaalt dat de nummers genoemd in deze bepaling alleen toegekend kunnen worden nadat de machtiging van de Minister is verkregen. Luidens artikel 11, § 1, van de wet van 13 juni 2005, is het Instituut belast met het toekennen van gebruiksrechten volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning. De Koning is derhalve niet gerechtigd te bepalen dat die nummers pas toegekend kunnen worden na voorafgaande machtiging van de Minister.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 72.

2. In artikel 63, § 2, staat enerzijds de uiterste gebruiksdatum van sommige nummers, namelijk 31 december 2009, en anderzijds de datum waarop die nummers uiterlijk buiten dienst moeten worden gesteld, namelijk ofwel 7 april 2012, ofwel 1 januari 2013. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom in zulk een tijdverschil is voorzien tussen het einde van het gebruik en het begin van de buitendienststelling, en zulks te meer daar in de versie van de tekst voorgesteld door het Instituut, welke versie ook vermeld wordt in deze bepaling, de voorgestelde data op elkaar volgen, wat heel wat logischer lijkt.

Artikel 63, § 2, moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 64

Artikel 64, derde lid, bepaalt dat de reservatieprocedure niet geldt voor het verkrijgen van de rechten voor het gebruik van de nummers genoemd in deze bepaling. In het verslag aan de Koning zouden de redenen moeten worden opgegeven die die bijzondere regeling wettigen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 70, § 2, derde lid.

Artikel 83

Voorzover er in dit artikel op gewezen wordt dat artikel 20 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector in casu van toepassing kan zijn, moet het vervallen. De Koning is immers niet gerechtigd te bepalen of een wetsbepaling al dan niet van toepassing is. Zulk een precisering kan echter wel in het verslag aan de Koning staan.

Artikel 84

1. Voorzover in paragraaf 4, tweede lid, bepaald wordt dat rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding geven tot een interest gelijk aan het wettelijk tarief verhoogd met 2 % overschrijdt de Koning zijn bevoegdheden : Hij mag immers niet op die wijze afwijken van het gemeen recht. Deze bepaling moet vervallen.

2. Wat paragraaf 6 betreft, is het de afdeling wetgeving niet duidelijk welke redenen ten aanzien van het evenredigheidsbeginsel kunnen wettigen dat de intrekking van de gereserveerde of toegekende nummervacature geen aanleiding kan geven tot de, naargelang van het geval, volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de jaarlijkse rechten betaald voor de periode die volgt op de beslissing tot intrekking.

Artikel 85

Artikel 85 bepaalt dat het Instituut een nummerdatabank bekendmaakt die informatie bevat over de gereserveerde, toegekende en ingetrokken nummervacature. Volgens het verslag aan de Koning gaat het om de tenuitvoerlegging van artikel 31 van de wet van 13 juni 2005. Bij die bepaling wordt het Instituut echter reeds verplicht een aantal gegevens en de bijwerking ervan te publiceren. Anderzijds wordt de Koning daarbij niet gemachtigd de nadere regels voor die bekendmaking vast te stellen. Artikel 85 moet bijgevolg vervallen aangezien daarvoor geen rechtsgrond voorhanden is.

Artikel 86

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk op basis van welke wetsbepaling de Koning Belgacom kan verplichten kaarten met geografische grenzen ter beschikking te stellen van andere operatoren. Bijgevolg moet het eerste lid zich ertoe beperken te bepalen dat de geografische grenzen die van toepassing waren op 1 januari 1997 ongewijzigd blijven en moet het tweede lid vervallen.

Artikelen 89 en 90

De afdeling wetgeving vraagt zich af of de opheffing van de teksten genoemd in artikel 89, die gepland is voor de eerste dag van de derde maand na die waarin het besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, samen met de uitgestelde inwerkingtreding van sommige ontworpen bepalingen, genoemd in artikel 90, geen juridisch vacuüm doet ontstaan.

Slotopmerking

Het ontworpen besluit is zowel uit het oogpunt van correct taalgebruik, als uit het oogpunt van de wetgevingstechniek voor verbetering vatbaar.

Enkele voorbeelden :

- 1/ in artikel 5, § 2, vijfde lid, moeten het vijfde tot zevende lid worden genoemd, en niet de leden 4 tot en met 6;
- 2/ in de Franse versie van artikel 5, § 3, moet verwezen worden naar artikel 4, eerste lid, 2/, en niet naar artikel 4, tweede lid;
- 3/ in de Franse versie van artikel 24 moeten de woorden "des blocs" ingevoegd worden tussen de woorden "portabilité" en "des numéros";
- 4/ in artikel 32, vierde lid, schrijve men in de Franse tekst naar het voorbeeld van wat in de Nederlandse tekst staat, "si l'Institut ne constate pas cet accord";
- 5/ in artikel 36, eerste lid, moet verwezen worden naar het vierde lid en niet naar het derde lid;
- 6/ in de Franse versie van artikel 70, § 2, moet verwezen worden naar artikel 4, eerste lid, 1/;

.../...

- 7/ in de Franse versie van artikel 75, § 3, moet het woord "of" vervangen worden door het woord "en";
- 8/ zowel in het Nederlands als in het Frans schrijve men "dagen" om kalenderdagen aan te duiden, en niet "kalenderdagen";
- 9/ in het Frans krijgt het woord "euro" de meervoudsvorm "euros" zodra het om meer dan één euro gaat.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE